Portugal : La lutte autonome des Travailleurs

Le texte suivant [[Cette traduction et sa présentation nous ont été transmises par un camarade qui n'appartient pas au collectif de *La Lanterne*.]] est traduit du journal COMBATE, n° 15, 17 janvier 1975 (avenue Santos-Dumont, 48, R/C-Dto, Lisbonne) :

Ce journal, apparu après le 25 avril, était à l'origine le résultat d'un compromis entre militants de diverses tendances (voir *Manifesto de Combate*, n° 1, 26-6-74), issus en majorité de groupes d'orientation léniniste. Depuis lors, confrontées à des discussions internes et surtout au mouvement social et de luttes ouvrières, les positions du journal ont nettement évolué vers une critique des conceptions léninistes de l'action politique et du mouvement ouvrier. Il prend position pour l'organisation indépendante des travailleurs contre les syndicats, les partis et l'État, pour la liaison internationale des travailleurs. *Combate,* qui sort deux fois par mois, et qui est assez largement diffusé en milieu ouvrier (3 000 exemplaires), accorde une place importante aux informations sur les luttes dans les quartiers et sur les mouvements d'occupations ; on y trouve, de plus, des discussions ou des tables rondes entre des travailleurs en lutte, des informations internationales et des analyses théoriques (l'éditorial). Il s'affirme comme : « une tribune libre ouverte à la libre expression de tous les travailleurs en lutte. Il est aussi un moyen par lequel les travailleurs peuvent échanger leurs expériences et renforcer ainsi leur organisation autonome dans le combat contre le capitalisme. (...) *Combate* s'appuie seulement sur les travailleurs, il n'est l'organe d'aucun parti ou groupe politique. »
Ces positions, cette évolution sont le produit de l'intensité des luttes qui ébranlent la société portugaise, luttes qui soulèvent des problèmes nouveaux pour les travailleurs et les militants révolutionnaires. L'importance du texte réside dans le fait qu'il traduit les questions réelles que se posent

actuellement, au Portugal, les militants ouvriers les plus radicaux. Il exprime les « découvertes » et les changements de conscience de beaucoup de travailleurs consécutifs à leurs actions et aux difficultés et obstacles qu'ils y rencontrent. Il n'est pas le simple fruit d'une réflexion académique, mais plutôt celui d'une situation réelle complexe. Il montre que, au Portugal comme ailleurs, la question fondamentale du nouveau mouvement ouvrier est celle de l'organisation autonome, qui permettra aux travailleurs de dominer consciemment leur force et de l'appliquer en vue des buts radicaux. Même si nous ne sommes pas d'accord sur toutes les positions et les pratiques des camarades de Combate, nous sommes solidaires d'une pratique militante qui a pour centre d'orientation cette question de l'autonomie ouvrière.

Sur le texte lui-même, quelques réflexions critiques nous semblent nécessaires. Tout d'abord la description des tendances planificatrices (le rôle de l'État) au sein du capitalisme moderne, ainsi que du rôle qu'y joue le syndicat, nous semblent très simplifiés dans le texte. De même l'analyse du rôle intégrateur des syndicats modernes parait très limitée. En effet, celui-ci n'est pas le produit des seuls « monopoles » comme le montre l'expérience des syndicats sociaux-démocrates allemands ou des syndicats de métier aux U.S.A. au XIX^{e} siècle. Il est donc faux de prétendre que tous les syndicats, « organisations de résistance des travailleurs », ont été éliminés par le capitalisme monopoliste. Au contraire, tant qu'ils sont restés des organisations de résistance (et ils le sont toujours sinon comment comprendre leur survie), ils n'ont pas été contradictoires avec la concentration et l'accumulation du capital. À cet égard ils ont toujours été des organes intégrateurs de la classe ouvrière. C'est pourquoi seules les organisations qui avaient opté pour une ligne d'action syndicaliste-révolutionnaire, comme ce fut le cas de la C.G.T. portugaise jusqu'aux années 30, prenant une position d'attaque, et non de défense par rapport au capitalisme, ont été, elles, écrasées par la

bourgeoisie. Aujourd'hui, comme toujours, seul le dépassement de ces organisations de défense, et des pratiques qui y sont liées – négociation avec le capital, délégation de pouvoir –, peuvent ouvrir la voie à l'action émancipatrice des travailleurs.

Paris, mars 1975.

Le développement de l'organisation autonome des travailleurs après six mois de lutte

1. La signification actuelle des syndicats

Tous les camarades, auxquels l'histoire du mouvement ouvrier n'est pas totalement inconnue, ont sûrement remarqué que, jusqu'au développement des grands monopoles, au début du siècle, les syndicats étaient de véritables organisations de travailleurs, des armes dans leur lutte contre le capital. Au Portugal, où le grand capital monopoliste n'a commencé à dominer complètement la vie économique qu'avec le régime salazariste, la C.G.T. (Confédération Générale du Travail) a été, jusqu'à son élimination par le fascisme, un défenseur intransigeant de l'émancipation des travailleurs. Dans les pays industrialisés, ceux où on a vu, des décennies avant le Portugal, l'économie dominée par les monopoles, l'élimination des vieux syndicats ouvriers s'est accomplie beaucoup plus tôt.

De façon rapide et violente, comme ce fut le cas au Portugal, ou bien à travers une transition plus lente et pacifique, comme ce fut par exemple le cas en France, les syndicats ont cessé d'être l'instrument de lutte des travailleurs dans les lieux de production et se sont transformés en organisation dont les planificateurs économiques des grands monopoles se servent pour organiser les travailleurs en fonction des

intérêts des grands secteurs de la production capitaliste. Le syndicat n'est plus l'organisation des travailleurs dans leur résistance contre le capitalisme. Dans le cas du fascisme portugais, on l'a dit, l'élimination du syndicat en tant qu'organisation de masse, va de pair avec la création d'organismes liés aux syndicats, tel l'Institut National du Travail [[Institut National du Travail : organisme de l'État Salazariste s'occupant de toutes les questions concernant la « formation », « les loisirs » et « l'étude des problèmes » concernant la force de travail.]], éléments essentiels dans la planification de la force de travail. Des raisons technologiques, économiques et sociales font que le capitalisme est entré, avec les monopoles, dans une phase de planification. De la même façon que les capitalistes ont leurs organisations particulières pour la planification des divers aspects de la production et de la circulation des produits, de même ils ont des organisations qui planifient la distribution de la force de travail et de la masse salariale. Ces organisations sont les syndicats modernes. Le dirigeant syndical d'aujourd'hui est le technocrate de la planification du travail.

C'est ce qui se passait chez nous sous le régime fasciste, c'est ce qui continue à se passer après le 25 avril. Au temps de Salazar et de Caetano, les syndicats et leurs structures annexes étaient, tout le monde le savait, des organes de gouvernement bourgeois fasciste. Aujourd'hui, les syndicats sont un organe du gouvernement bourgeois pro-parlementaire. Dans les deux cas ils restent des rouages de l'appareil d'État. En aucun cas, ils ne sont l'instrument de la lutte prolétarienne. Parmi les camarades qui nous lisent combien d'entre eux n'ont-ils pas été déjà intégrés au ministère du Travail dans les commissions de travailleurs ? [[Le Ministère du Travail est, depuis le 25 avril, aux mains des cadres et technocrates du P.C., dont beaucoup ont acquis une expérience de bureaucrates syndicaux pendant le régime fasciste. Aucun changement structurel n'a été introduit dans le ministère qui

fonctionne comme au bon vieux temps !]] Là-bas, à côté du ministre, – le représentant officieux de l'ensemble des patrons en tant que classe – on trouve son bras droit, celui qui lui souffle à l'oreille les bons conseils, le délégué de l'Inter-Syndicale [[Inter-Syndicale : le germe d'une nouvelle Confédération Nationale du Travail, constituée par les représentants des directions syndicales dont la majorité sont aux mains du P.C. C'est déjà un appareil assez puissant qui mobilise des masses importantes de travailleurs.]]. Sa fonction n'est pas de défendre les intérêts des travailleurs. Au contraire, elle est de conseiller et d'informer, dans les couloirs de la place de Londres [[Place de Londres : emplacement du Ministère du Travail.]], le ministre et le patronat sur les moyens les plus souples de tromper les travailleurs.

Ce rôle du syndicat, en tant qu'organisme de planification capitaliste du travail, ne résulte pas du fait que les dirigeants des syndicats et de l'Inter-Syndicale soient des réactionnaires, comme veulent nous le faire croire la majorité des petits groupes politiques actuels. Le mal n'est pas seulement dans le fait que la demi-douzaine de personnes qui dirigent les syndicats sont réactionnaires ; il est dans la structure même des syndicats. C'est pourquoi, même dans les rares cas où les syndicats ont à leur tête des travailleurs révolutionnaires, leurs possibilités d'action restent très limitées.

Le caractère réactionnaire des syndicats est essentiellement dû au fait qu'ils essaient *de conduire les luttes ouvrières* de façon extérieure aux masses travailleuses qui y sont engagées. Il y a d'autres raisons, mais elles sont subordonnées à celle-ci, et moins éclairantes dans le moment actuel de la lutte de classe dans notre pays ; c'est pourquoi, et pour être bref, nous allons seulement considérer cet aspect fondamental.

Les dirigeants syndicaux pensent qu'ils peuvent conduire les luttes, indépendamment de l'opinion des travailleurs, sans

même les informer, car – disent-ils – les travailleurs leur ont délégué leur pouvoir. Sans rester prisonniers des mots, nous pouvons remarquer que cette idée de « délégation de pouvoir » ne tient pas debout ! C'est la bourgeoisie qui justifie ses structures d'État par cette idéologie, surtout la bourgeoisie parlementaire. Mais en fait, le pouvoir, qu'est-ce que c'est ? Le pouvoir, ou bien on l'a ou bien on l'a pas, et lorsqu'on le délègue, on ne l'a plus ! Lorsque les masses travailleuses d'une entreprise luttent et décident collectivement de cette lutte, alors c'est qu'elles conservent entre leurs mains ce pouvoir de décision C'est ainsi qu'elles développent leur cohésion et leur capacité d'organisation. Lorsque l'action des masses travailleuses est constante, cela leur permet d'augmenter leur compréhension de la réalité, des formes d'organisation collective et communautaire se développent, à l'intérieur desquelles germe la société communiste. Mais si le pouvoir de décision et d'action est retiré aux masses, par le mythe de la « délégation » ou autrement, elles tombent dans la passivité et deviennent alors incapables de développer des formes sociales antagoniques à la société bourgeoise. Retirer aux masses prolétaires leur capacité d'action et d'initiative constitue toujours, une façon de perpétuer la société bourgeoise.

Au Portugal, la grande majorité des travailleurs a vu clairement, à travers leur expérience de lutte, que les syndicats gardaient, après le 25 avril, la même fonction d'organes dépendants de l'État qui les caractérisait pendant le fascisme. Cette compréhension a été favorisée par le fait que ces syndicats ont été « conquis » à partir du sommet, par un processus purement bureaucratique, gardant, dans la majorité des cas, la même structure organisationnelle [[Cette « conquête » fait référence à la façon dont les forces réformistes parlent de la prise de pouvoir des directions syndicales après le 25 avril, expulsant les dirigeants fascistes.]].

2. Le dépassement des syndicats par les Commissions de Travailleurs

Considérant ce décalage total des Syndicats par rapport aux masses, les travailleurs ont créé et développé un autre type d'organisation : les Commissions de Travailleurs (C.T.). C'est ainsi qu'en très peu de temps les C.T. sont apparues dans la presque totalité des entreprises en lutte, dans un rapide et puissant mouvement. Ce développement des C.T. est l'expression la plus évidente du manque de confiance des travailleurs dans les syndicats. Mais pourra-t-on dire, comme un observateur superficiel serait tenté de le faire, que c'est la démocratie qui règne parmi nous, dans la gestion des luttes ouvrières et que ce sont les masses travailleuses elles-mêmes qui gardent entre leurs mains l'initiative et le pouvoir dans le combat contre le capital ? On est bien loin d'une telle situation !

3. Les limites des Commissions de Travailleurs existantes

On en est bien loin car cette démocratie formelle est presque toujours contredite lorsqu'on analyse la réalité des faits. En beaucoup de cas, la C.T. se limite à être l'intermédiaire entre le syndicat et les travailleurs. Si cela montre l'extériorité du syndicat vis-à-vis du prolétariat, cela montre aussi que, dans ces cas, c'est le syndicat qui continue à diriger toutes les négociations avec le patronat ; la C.T. se borne à dire au syndicat ce que les travailleurs aimeraient qu'il fasse et à transmettre aux travailleurs ce que le syndicat a décidé de faire (c'est ce qui se passe par exemple chez Abel A. de Figueredo1. Dans ces cas, bien que le syndicat n'ait aucune implantation parmi les travailleurs, c'est la C.T. qui va mettre les travailleurs à la remorque de la direction du Syndicat.

Dans d'autres cas, c'est la C.T., élue, qui va jouer elle-même un rôle réactionnaire, ceci dû au fait que ses membres constituent une couche privilégiée, qui n'est parfois même pas constituée par des ouvriers. C'est souvent qu'on voit des

ingénieurs, des cadres techniques de formation universitaire, d'ex-dirigeants des associations étudiantes ou activistes dans les divers groupes étudiants qui, non sans humour, s'intitulent eux-mêmes « parti des travailleurs ceci » ou « parti des travailleurs cela », et qui se font élire aux C.T. en les utilisant comme lieu de manoeuvre de leurs positions sectaires. C'est ainsi qu'on peut analyser le cas d'une C.T. réactionnaire qui était constituée par le personnel de bureau d'une usine. Les ouvrières de chez Charminha [[Charminha : usine de vêtements, Lisbonne. Le patron est un ancien officier nazi. 200 licenciements dans les deux dernières années. Grève pour l'augmentation salariale et contre les licenciements, le patron quitte le pays sans payer les salaires. Les travailleurs commencent, à produire et à vendre directement. Le Ministère du Travail refuse une aide pour la constitution d'une coopérative de production ouvrière. Le personnel des bureaux contrôle la C.T. et garde des salaires très élevés. Après discussion avec les ouvrières d'une autre usine (Sogantal), les ouvrières élisent une nouvelle C.T. constituée par des ouvrières et éloignent les employés des bureaux du contrôle de la lutte.]] qui se trouvaient en autogestion – donc dans une forme de lutte bien avancée – sont restées longtemps sous la domination d'une Commission constituée par du personnel de bureaux qui gagnait le double ou le triple des ouvrières. Il s'agissait, en fait, de nouveaux exploiteurs. Mais avec le développement de la lutte, et à travers le contact avec la lutte de la Sogantal [[Sogantal : usine de vêtements, Montijo (sud de Lisbonne), capital français. Une des luttes les plus riches dans la vague de grèves après le 25 Avril. 50 ouvrières en grève pour des augmentations salariales, l'usine est occupée, on produit et on vend. Les salaires sont égalisés et les diverses tâches (production, comptabilité, vente) sont effectuées par toutes les ouvrières, à tour de rôle. Le patron quitte le pays revenant plus tard avec un commando qui occupe l'usine pendant la nuit avec le consentement du gouvernement portugais, la population de la région donne l'assaut à l'usine ; intervention de l'armée qui

dégage le commando patronal et le protège, jusqu'à sa sortie du pays. Grand mouvement national de solidarité, lutte très ouverte vers l'extérieur, contacts avec d'autres usines.]], les travailleuses de Charminha ont compris le caractère réactionnaire de cette Commission et l'ont remplacée par une autre constituée par des ouvrières.

Parfois, tout en étant formée par des travailleurs non-privilégiés, la C.T. reproduit complètement le système de fonctionnement des syndicats réactionnaires. C'est le cas chez Propam [[Propam : industrie du pain, Setubal, 150 ouvriers. Lutte avec occupation pour des augmentations salariales, contre les licenciements et épuration de l'Administration. Une CT est élue, composée par le personnel des bureaux.]], où la C.T. n'informait pas les travailleurs du résultat des négociations qu'elle entretenait au ministère du Travail. Encore plus extraordinaire est le fait que les travailleurs eux-mêmes étaient d'accord avec de tels procédés, d'accord pour ne pas être informés ! On trouve ici un cas extrême d'abandon, de la part des ouvriers, de leur rôle de contrôle sur la lutte. Bien entendu, c'est ainsi qu'on reproduit les rapports de domination existants dans la société capitaliste et qu'on renforce les hiérarchies créées par la bourgeoisie.

Dans d'autres cas encore, et ils constituent peut-être les plus fréquents ce qui rend tout exemple inutile, la C.T., même si elle tient les masses ouvrières informées de toutes ses actions et si elle les consulte avant toute initiative, et bien qu'elle soit constituée par des travailleurs non-privilégiés et de vrais révolutionnaires, bien qu'elle comprenne le contenu réactionnaire des syndicats, et qu'elle ne subordonne pas la lutte aux bureaucrates syndicaux – finit par s'isoler des travailleurs. Elle s'isole non parce qu'elle est devenue réactionnaire, mais parce que les travailleurs sont retombés dans la passivité. À quoi est-elle due, cette passivité ?

Répondre à cette question c'est toucher le coeur du problème,

c'est expliquer pourquoi ces C.T. ne sont pas si démocratiques qu'elles semblent à première vue.

Élire une C.T. exprime un degré élevé d'activité des masses travailleuses. Dans les premiers temps, cette activité de masse se manifeste dans le contrôle de la C.T. par tous les travailleurs. Au début, ce sont effectivement les masses qui décident ce que la C.T. exécute. Mais, petit à petit, la distinction entre les masses et les exécutants commence à réapparaître. Ce sont toujours les mêmes – les membres des C.T. – qui ont le pouvoir d'exécution, et, sans s'en apercevoir, alors que les masses travailleuses délaissent toute initiative, la C.T. se l'approprie. C'est à ce moment que la C.T. s'isole des masses. C'est alors que le patronat, profitant de cette séparation et de cet isolement, attaque la C.T., licencie les ouvriers les plus révolutionnaires, exerce enfin son activité répressive. Pourquoi ? Parce que les travailleurs avaient été éloignés de tout travail pratique direct, et étaient ainsi retombés dans la passivité.

À partir de là, il est possible de comprendre une autre des limites les plus communes des C.T. pendant cette même période ; la grande difficulté dans l'unification des diverses C.T., dans la publication d'un organe de presse propre aux inter-commissions, etc. Parmi les diverses tentatives faites pour mettre en rapport les C.T., le résultat le plus important a été la grande manifestation prolétaire de septembre 1974 [[Il s'agit d'une manifestation contre la répression dans la grève de la TAP et contre les licenciements. Pour ce qui est des développements plus récents de la Comission Inter-Entreprise voir Annexe.]]. Mais, par la suite, cette tâche de mettre les luttes en rapport n'a pas été assumée, l'inter-commissions est morte et d'autres organismes qui essaient de mettre sur pied un travail de liaison des luttes ouvrières ne réussissent pas à garder une existence réelle. Ce qui se passe dans la réalité c'est que ce sont des individus, appartenant à quelque C.T. qui se réunissent, et non les masses travailleuses des

diverses entreprises. Ceci signifie que ces réunions reposent, dès le départ, sur le maintien des masses ouvrières dans un certain état de passivité et si d'un côté elles peuvent momentanément contribuer à la liaison des luttes, d'un autre côté elles contribuent aussi à aggraver la scission entre ces C.T. et les masses travailleuses.

4. Développement des Commissions dans un sens révolutionnaire

Si on regarde l'expérience de lutte ouvrière dans d'autres pays où ces mêmes questions se posent, nous pouvons voir de quelle façon on essaye de les résoudre. Dans plusieurs luttes, devenues célèbres par la combativité, la cohésion et l'activité des masses travailleuses, les ouvriers n'ont pas élu des commissions définitives chargées de tout le travail exécutif. Ils ont élu diverses commissions, chargées chacune d'une tâche particulière, toujours avec un caractère provisoire. Ainsi on empêche la création d'un groupe d'ouvriers qui détient tout le pouvoir politique, considérant que ce pouvoir exécutif se trouve réparti dans diverses commissions ; on ne crée pas non plus une séparation entre les masses et l'activité exécutive directe, car le caractère provisoire des commissions fait que la grande majorité des travailleurs assume, à tour de rôle, les fonctions exécutives pendant quelque temps [[Comme c'était le cas dans la lutte chez Sogantal.]]. Ainsi, non seulement les commissions ne s'isolent pas des masses, mais les travailleurs ne perdent pas non plus l'esprit combatif et d'activisme révolutionnaire. Il s'agit de diriger la lutte, ce qui contient en soi des éléments de la société communiste.

La bourgeoisie essaie de séparer le mouvement ouvrier par pays et d'empêcher que les travailleurs portugais connaissent l'expérience de lutte des travailleurs d'autres régions. La pratique de lutte du prolétariat contre les exploiteurs mène celui-ci, dans toutes les sociétés, à développer des formes sociales d'organisation fondamentalement identiques – des formes sociales communistes. Assimiler l'expérience du

prolétariat des autres pays, voilà ce qui permettra aux travailleurs portugais un développement plus rapide des formes autonomes d'organisation ouvrière.

Le dépassement des syndicats et la création des C.T., voilà ce qui nous semble être le bilan positif des six derniers mois de lutte.

Le développement de la démocratie à l'intérieur des C.T., la fin de la séparation entre les masses ouvrières et l'exécution directe des tâches pratiques, voilà le chemin à suivre dans l'organisation autonome des travailleurs.

La libération des travailleurs ne pourra venir de personne d'autre que des travailleurs eux-mêmes organisés de façon autonome.

Combate, Lisbonne, 17 janvier 1975 (Les notes sont du traducteur)

Annexe

Sur l'évolution de la Commission Inter-Entreprises et autres formes nouvelles d'organisation

Sur la Commission Inter-Entreprises (CIE) quelques informations et réflexions aideront à la compréhension de son développement et de son impact actuel.

Les premières réunions de la CIE ont eu lieu en septembre 1974, elles ont abouti à la manifestation dont il est parlé dans le texte de Combate. Elle était alors composée par des éléments des CT des usines ou entreprises les plus combatives et elle se réunissait de façon plus ou moins informelle. Dès son origine la CIE se constitue sur une base nettement anti action syndicale traditionnelle et anti-PC. Vers le début de 1975 la CIE prend une forme plus organisée, un secrétariat est élu par les diverses CT, un bulletin de liaisons inter-

entreprises, avec des informations de lutte, est publié par le secrétariat. Des assemblées générales, ouvertes à tous les travailleurs, ont lieu à Lisbonne. La CIE regroupe surtout des CT des grandes entreprises modernes de la région industrielle de Lisbonne : électronique (EFACEC – Westinghouse), métallurgie, transports (TAP), chantiers navals (LISNAVE), textile, etc.

La manifestation du 7 février 1975, contre le chômage, qui regroupe plus de 20 000 personnes dont une majorité d'ouvriers en bleu de travail, donne la mesure de sa force et de son implantation. Dans cette manif les groupes politiques ne sont pas admis en tant que tels, ni avec leurs banderoles, sigles ou mots d'ordre. Pour la CIE « il s'agit d'une manifestation ouvrière ». Seuls les mots d'ordre des diverses CT sont présents : « Non au chômage », « Non aux heures supplémentaires », « À bas le capitalisme », « Salaire minimum, salaire de faim ». Le 20 mars la CIE organise à nouveau une manifestation qui regroupe plusieurs milliers de métallurgistes contre le contrôle du PC sur la direction du Syndicat des métallurgistes. Le siège syndical est occupé, l'armée intervient afin de faire évacuer les locaux.

La CIE prétend lutter pour un « syndicalisme de base », non bureaucratique. Derrière cet objectif inaccessible, on trouve dans la CIE la forme d'organisation ouvrière la plus avancée issue du mouvement social au Portugal ; un désir de lutte très radical, un refus des méthodes d'action syndicale traditionnelle, et une critique bien exprimée de l'action et du rôle du PC. Il est vrai, comme le dit l'article de Combate, qu'elle ne contribue pas à éliminer la coupure existant souvent entre les masses ouvrières et les CT. Mais la permanence de l'agitation ouvrière dans les grandes concentrations (Lisnave, Tap), le recours constant aux assemblées générales – au contraire de ce qui se passe dans les CT contrôlées par le P.C. [[Exemple : la Commission de Travailleurs de Alfeite (chantiers navals de la marine

nationale) où les assemblées générales « sont peu fréquentes afin d'éviter les manipulations faciles vu la très faible politisation de la base » – *Le Monde*, 30 et 31 mars 1975.]] – tout cela maintient un rapport réel, bien qu'ambigu, entre les masses ouvrières, les CT et la CIE. Autrement, comment expliquer la participation massive et enthousiaste des ouvriers aux manifs et aux actions organisées par la CIE ?

Le contenu anti-réformiste de ses actions, l'opposition frontale au PC et même aux groupes maoïstes orthodoxes – le MRPP [[MRPP, Mouvement pour la Reconstruction du Parti du Prolétariat ; groupe maoïste implanté surtout en milieu étudiant et dans quelques usines (à côté d'autres groupes maos, comme l'UDP, assez fort parmi les jeunes ouvriers). Le MRPP s'était préparé à participer aux élections d'avril 1975, mais il en avait été exclu (en même temps que l'AOC, autre groupe maoïste très minoritaire s'étant placé à la remorque du PS, et que le PDC de droite) avant d'être finalement interdit. Menant de vives attaques non seulement contre le PCP, mais aussi contre le MFA lui-même, le MRPP, après ses interventions contre des « suspects », a été accusé de faire œuvre de division au sein du MFA, et fin mai entre 3 et 400 de ses militants ont été arrêtés par le COPCON.]] considère ses actions comme relevant du « syndicalisme révolutionnaire » ! – la mise en avant de mots d'ordre ouvriers et d'action directe et démocratique, le combat ouvert contre le pouvoir bourgeois, tout cela fait de l'existence de la CIE et de sa capacité de mobiliser des masses importantes d'ouvriers radicaux, un élément très important dans la situation sociale portugaise. Pour le nouveau pouvoir et pour la bourgeoisie elle exprime l'existence réelle d'un courant gauchiste organisé, au sein de la classe ouvrière. Ce qui n'est pas, après tout, chose très courante dans le mouvement ouvrier à l'échelle mondiale !

Il est vrai aussi que l'activisme d'ouvriers appartenant à des organisations gauchistes est, dès le début, très important au sein de la CIE. Mais cela est une donnée de tout mouvement

radical qui naît et s'organise aujourd'hui sur, et contre, les remparts du vieux mouvement ouvrier. Comment pourrait-il en être autrement ? Néanmoins, tant que l'agitation sociale persiste et que les masses ouvrières ne tombent pas dans une passivité totale, aucun groupe politique ne peut prétendre avoir le contrôle permanent de la CIE, leur influence changeant d'ailleurs selon les modifications des luttes. Il est par contre important de voir comment quelques-uns de ces groupes, influences, eux, par les expériences et les questions soulevées par leurs propres militants ouvriers, évoluent et s'ouvrent à une critique de l'action politique traditionnelle [[La critique de l'action parlementaire a été développée par deux groupes d'inspiration léniniste marquée : la LUAR et le PRP-BR. La LUAR (qui publie le journal « *Fronteira* ») est un groupe activiste qui luttait depuis 1967 contre le régime fasciste, par actions armées, attentats, détournements d'avions, etc. Partisan d'un processus de socialisation allant plus loin que les simples nationalisations et que les objectifs de simple développement de la production, la LUAR soutient les luttes autonomes des travailleurs à travers leurs organismes de base, conseils de travailleurs et de paysans, commissions de quartier et d'habitants, etc., organismes d'autogestion constituant les éléments du pouvoir futur de la classe ouvrière : elle prône également un syndicalisme de base, sous contrôle des travailleurs eux-mêmes et non des directions syndicales ; elle appuie les luttes anti-colonialistes et anti-impérialistes, et critique les ambiguïtés du MFA. La LUAR a pris l'initiative d'un mouvement d'occupation d'immeubles et de maisons vides, à usage d'habitation, de crèches ou d'hôpitaux populaires, mouvement qui s'est largement étendu et a reçu ensuite le soutien d'autres groupes. La LUAR s'est tenue entièrement à l'écart du processus électoral.

C'est aussi le cas du PRP-BR (Parti Révolutionnaire du prolétariat – Brigades révolutionnaires), issu des Brigades Révolutionnaires actives dès 1972 : attentats contre des

casernes et du matériel militaire, contre des bases de l'OTAN, etc. Au slogan électoraliste « O voto è a arma do povo », le PRP oppose « A arma è o veto do povo » (l'arme est le vote du peuple) — « Non aux élections de la bourgeoisie ». Dans la ligne de sa critique des partis (et des syndicats), le PRP soutient lui aussi les formes de pouvoir autonome de la classe ouvrière, les commissions de travailleurs, élues et révocables, organes de la dictature du prolétariat. Ce parti, refusant le rôle de direction des luttes ou d'avant-garde dirigiste, se donne pour tâche l'analyse politique de la situation, et la propagation par ses militants des perspectives révolutionnaires dans les organisations autonomes de lutte. Son journal « Revoluçao » donne (comme « Fronteira » de la LUAR) de nombreuses informations sur les luttes autonomes qui se déroulent dans les entreprises. Ces deux groupes ont appuyé et aidé à faire connaître les plus avancées de ces luttes, comme celle de la TAP, des CTT, de la LISNAVE, etc. Ils sont actuellement en discussion sur le rôle du parti par rapport aux organisations de type conseils.]].

Aujourd'hui les formes d'organisations ouvrières indépendantes, CT et CIE, ne sont plus isolées au Portugal. La poursuite et la radicalisation du mouvement social, l'instabilité et l'immobilisme du nouveau pouvoir, font apparaître d'autres formes d'organisation et d'action directe, au niveau social. Les occupations de maisons en zones ouvrières, la création de cliniques, crèches et écoles « populaires » se généralisent, affolent la bourgeoisie qui à juste titre y voit une atteinte à la propriété privée, et permettent à un nombre chaque fois plus grand de prolétaires d'agir directement sur le changement de leur propre vie. La prolifération de ces organisations et leurs liens avec celles de la production, ouvrant des perspectives nouvelles au mouvement de transformation radicale de la société. Ce sont ces tendances que les camarades portugais semblent déceler, eux aussi, dans la phase actuelle du mouvement social au Portugal. « En ce moment, l'orientation qui semble être prise

par les travailleurs révolutionnaires est la suivante : formation de noyaux de travailleurs, sur les lieux de travail, d'habitation, etc., préjugeant les idées d'auto-organisation collective ; fédération de ces noyaux, tout en leur conservant leur autonomie, de façon à permettre l'organisation de manifestations de rue et surtout de mouvements de masse dépassant les murs de chaque entreprise. Ces noyaux doivent agir en s'appuyant sur les CT réellement autonomes qui existent et en dénonçant la bureaucratisation et les manipulations des partis dont les autres sont victimes. Sur les lieux d'habitation, ou de travail, où des CT n'existent pas encore, ces noyaux révolutionnaires doivent aussi se former et agir dans le sens de la création de Commissions de délégués (sur les lieux de travail) et de formes coopératives sur les lieux d'habitation (crèches avec des responsables rotatifs, création de centres de discussion, journaux de quartier, etc). » [[*Combate*, Éditorial, n° 19, 14 mars 1975.]]

Paris, mars 1975

Post-scriptum

19 avril 75 : Ouverture du Congrès National Pro-Conseils Révolutionnaires. Il réunit plusieurs centaines de travailleurs liés à l'organisation des Commissions Inter-entreprises, qui sont à l'origine de la manifestation contre le chômage du 7 février 75. Y assistent donc des travailleurs de diverses entreprises dans tout le pays, ainsi que des militaires de diverses unités. Ont été invités tous les partis qui se trouvent à la gauche du PS, ainsi que des organisations de travailleurs comme l'Intersyndicale et la BASE – Front Unitaire des travailleurs, des représentants du COPCON et du Conseil de la Révolution, et des organisations étrangères comme Lotta Continua d'Italie.

Il s'agit pour ces travailleurs de faire avancer qualitativement les luttes sur les lieux de travail, ainsi que de développer leur capacité d'intervention politique, et

d'apprécier les propositions de création immédiate de conseils révolutionnaires. D'après le manifeste distribué, « ces organes, expression du pouvoir de la classe, seront son avant-garde et sa sentinelle dans la situation politique actuelle, où s'approche le coup décisif, ultime recours de la bourgeoisie. (...) Ces conseils révolutionnaires devront avoir des moyens défensifs et offensifs, y compris des armes, afin de pouvoir répondre efficacement aux attaques de la bourgeoisie et consolider le pouvoir du prolétariat. »

L'initiative de ce congrès pour la création de conseils révolutionnaires est née du fait que « la classe ouvrière se trouve divisée par suite de l'action électoraliste des partis politiques », et de la nécessité de s'organiser dans les entreprises, les casernes, les immeubles d'habitation.

Dans la plate-forme issue du Congrès, les taches énoncées sont l'élection immédiate de conseils révolutionnaires dans tout le pays et l'établissement de relations étroites entre militaires et travailleurs révolutionnaires ; il est affirmé que « l'affrontement avec l'impérialisme est inévitable à court terme, et que la défaite de celui-ci n'est pas possible avez l'armée qui existe actuellement ni avec les directions des partis politiques, mais qu'elle nécessite « l'organisation de la classe en armes ». Les conseils révolutionnaires « ne s'opposent ni ne se substituent aux commissions de travailleurs, mais ils considèrent que celles-ci jouent un rôle revendicatif et que les conseils révolutionnaires sont une forme plus avancée, directement politique, pour la prise du pouvoir ».

Ils se donnent ainsi comme objectif : « Organiser et armer la classe de toute urgence pour écraser le coup d'État réactionnaire probable, à l'intérieur comme à l'extérieur, et s'organiser pour la prise et l'exercice du pouvoir par la classe ; formation d'une véritable armée révolutionnaire du prolétariat. (...) Les CRT pourront devenir l'embryon du véritable parti révolutionnaire qui sera l'avant-garde de la

classe dans la construction du socialisme ; s'emparer, progressivement, du contrôle de l'administration, de la gestion et de la direction dans les entreprises, les champs et les casernes. Chaque conseil révolutionnaire doit définir en chaque lieu des objectifs concrets et immédiats. (...) Les CRT au pouvoir auront pour tâche : la planification socialiste de l'économie, qui s'oppose à l'autogestion dans la libre concurrence et au capitalisme d'État. La révolution culturelle et tout un plan social de profonde modification des structures économiques, sociales et politiques, pour la construction d'une société communiste par la dictature du prolétariat ». (*A Capital*, 19 et 20 avril 75.)

Ces Conseils révolutionnaires de travailleurs, Soldats et Marins (CRTSM) se sont réunis une nouvelle fois le 11 mai 75 à Porto, pour analyser la situation, discuter leurs objectifs et élire un secrétariat. Le document final réaffirme que les CRTSM doivent être élus en assemblée générale (d'entreprise, d'unité, ou de section, ou de compagnie) ; être contrôlés par ces assemblées générales dont ils doivent exécuter les résolutions et auxquelles ils doivent rendre des comptes.

Remarques à propos du texte de « Combate »

« Développement des Commissions dans un sens Révolutionnaire »

S'il est vrai que « la bourgeoisie essaie de séparer le mouvement ouvrier par pays et d'empêcher que les travailleurs portugais connaissent l'expérience de lutte des travailleurs d'autres régions », il me paraît cependant que les camarades s'illusionnent un peu sur ces autres expériences concernant les commissions de travailleurs.

Les ouvriers ont souvent fait éclater le pouvoir en de multiples commissions ; dire que ces commissions n'étaient pas définitives et pas chargées de tout le travail exécutif est

peut-être abusif.

Je crois que les camarades pensent particulièrement à la France et à l'Italie.

En Italie, les « commissions particulières » (p. ex. chez Alfa-Roméo ou à la Siemens) se sont formées sur des aspects bien définis de la lutte : commission « cadences », commission « sécurité », commission « hygiène » ; elles permettent, certes, une participation active d'un plus grand nombre d'ouvriers, mais surtout pour fournir des informations à un organisme plus permanent, plus central, que sont les commissions internes ou les conseils d'usine ; le plus souvent elles ne pèsent pas d'un poids réel sur la lutte sinon au tout début du conflit ; elles interviennent parfois directement avec les ouvriers concernés, mais plus pour « contrôler » ou faire apparaître un nouveau problème (ce qui est déjà beaucoup !) que pour se situer au niveau de la stratégie d'ensemble concernant l'entreprise ou la branche d'industrie. Ce sont finalement des institutions périphériques, témoignant d'une passivité moins grande, peut-être d'une démocratie plus réelle, mais qui ne diminuent que fort peu la distance qui existe entre l'ensemble des ouvriers en lutte et les instances de négociations où s'élabore la stratégie. Elles servent aussi de lieu de « recrutement » des éléments les plus actifs, pour alimenter en militants moins coupés de la base lesdites institutions centrales. Le problème est que, comme le remarquent les camarades de « *Combate* », ils se coupent très vite à partir de ce moment-là.

L'exemple français (Lip, ORTF, 22 mars...) montre que ces « commissions », même si elles sont ouvertes, sont constituées d'un noyau fixe de gens qui lui, ne varie guère. Ils deviennent vite des spécialistes (relations extérieures, ravitaillement, animation, etc.) qui mettent en place des mécanismes de fonctionnement qu'il est difficile de remettre en cause au nom de l'efficacité (on ne peut « perdre de temps à mettre sur pied un autre fonctionnement »), et sans porter

atteinte à « l'intégrité », à la bonne foi des camarades qui ont assumé la fonction. Souvent, les mécanismes de gestion de ces commissions sont inconsciemment faits pour que personne ne puisse y pénétrer ; et c'est « bien normal » tant le rapport de proximité que ressent celui qui le met en place, tranche avec « l'irresponsabilité » et « l'éloignement » habituel dans le travail. Bref, le problème est très compliqué, mais je pense que dans ce domaine aussi, les travailleurs doivent s'en tenir à leur propre expérience plutôt que de chercher ailleurs des solutions (à des problèmes réels) qui n'ont peut-être pas été trouvées.

La note 8 du texte de « *Combate* » nous apprend qu'à la Sogantal, les commissions ont réellement « tourné ».

C'est le seul exemple, si cela est vrai, que je connaisse. La Sogantal, c'est au Portugal ! Il y a eu certainement d'autres cas semblables ailleurs, et il serait intéressant de les connaître, de savoir « comment ça a fonctionné réellement » et d'ouvrir un dossier là-dessus.

Martin